

**La relance du secteur industriel en Algérie : nécessité d'une politique commerciale stratégique.****The revival of the industrial sector in Algeria: the need for a strategic trade policy.**

KACI Boualem\*, Université de Bejaia (Algérie), boualem.kaci@univ-bejaia.dz

YAICI Farid, Université de Bejaia (Algérie), farid.yaici@univ-bejaia.dz

Reçu le: 19/10/2021

Accepté le: 25/01/2022

Publié le: 29/03/2022

**Résumé:**

Les conceptions de l'échange international par rapport au développement sont diverses. Certains auteurs (Adam Smith, David Ricardo, Eli Heckcher, Bertil Ohlin, Paul Samuelson, etc.) considèrent que les nations gagnent en s'ouvrant au commerce extérieur tandis que d'autres (Arghiri Emmanuel, Samir Amin, etc.) estiment que beaucoup de pays s'appauvrissent. Cet article a pour objet de montrer qu'en Algérie, l'essentiel de la demande en produits industriels est satisfaite par un recours aux importations, ce qui pourrait justifier un retour temporaire et intelligent à des mesures protectionnistes en vue de préparer les entreprises algériennes à la compétitivité internationale. Ces mesures pourraient prendre la forme de barrières non tarifaires.

**Mots clés:** Economies d'échelle, Politique commerciale stratégique, compétitivité, commerce international, secteur industriel.

**Jel Classification Codes: F12**

**Abstract:**

The Conceptions of international trade in relation to development are diverse. Some authors (Adam Smith, David Ricardo, Eli Heckcher, Bertil Ohlin, Paul Samuelson, etc.) consider that nations win by opening up to foreign trade while others (Arghiri Emmanuel, Samir Amin, etc.) believe that many countries are getting poorer. The purpose of this article is to show that in Algeria, most of the demand for industrial products is satisfied by resorting to imports, which could justify a temporary and intelligent return to protectionist measures in order to

---

\* *Auteur correspondant .*

prepare Algerian companies for international competitiveness. These measures could take the form of non-tariff barriers.

**Keywords:** Economies of scale, Strategic trade policy, competitiveness, international trade, industrial sector.

**Jel Classification Codes:** F12

## **1. Introduction**

En matière de politiques commerciales, les conceptions de l'échange international par rapport au développement sont diverses. En effet, d'après Adam Smith, David Ricardo et bien d'autres (Eli Heckcher, Bertil Ohlin, Paul Samuelson, etc.), les nations ont intérêt à entrer en échange, elles gagnent en s'ouvrant au commerce extérieur. Selon la pensée libre échangiste, le commerce conduit à une spécialisation internationale et permet aux nations d'être plus compétitives. Pour d'autres, essentiellement Arghiri Emmanuel et Samir Amin, beaucoup de pays s'appauvrissent davantage tandis que le commerce international s'accroît. Ce paradoxe résulte du fait que les pays les moins avancés n'ont d'avantages comparatifs que pour des produits primaires peu élaborés et du fait que les termes de l'échange sont à leur défaveur.

Depuis les années 1980-90, l'analyse des échanges internationaux a connu un renouvellement profond. Une nouvelle théorie voit le jour et caractérise les marchés en postulant qu'ils sont en concurrence imparfaite. En effet, pendant l'après-guerre, une part importante et croissante des échanges se faisait non entre les pays riches et les pays pauvres mais entre pays riches à dotations factorielles proches, lesquels échangeaient des marchandises similaires telles que les voitures, des machines et des céréales (commerce intra branches).

La concurrence pure et parfaite ne parvient pas à expliquer ce fait. Les théoriciens contemporains de l'échange international (essentiellement Paul Krugman) estiment que les marchés internationaux sont caractérisés par une concurrence imparfaite. En effet, d'une part, l'importance des échanges intrabranches est due au fait que les ménages achètent des produits importés, non seulement parce que la production nationale ne suffit pas à la

## **La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.**

---

consommation locale, mais aussi parce que les produits étrangers concurrents offrent des caractéristiques de qualité différente, voire meilleure. Le commerce international peut donc s'expliquer partiellement par l'existence de produits internationalement différenciés (l'hypothèse d'homogénéité des biens est levée). D'autre part, l'essor des échanges entre pays développés atteste que la taille des marchés influence certainement la spécialisation et le volume du commerce. L'explication réside dans l'existence de rendements d'échelle croissants. En ce sens, la production en grande série favorise la baisse des coûts sur les grands marchés. (Krugman & Obstfeld, 2006, pp. 121-136).

En présence d'économies d'échelle, « les branches semblent créer leur propre avantage comparatif par un processus de rétroaction positive » (Krugman, 1999, p. 109). Par ailleurs, le fait que les avantages comparatifs puissent être créés, cela implique que « dans certaines circonstances, des pays pourraient perdre des branches de production, ou rater l'occasion de leur création, branches dans lesquelles ils auraient pu acquérir un avantage comparatif » (Krugman, 1999, p. 111). Dans ces conditions, l'ouverture extérieure est nuisible pour ces pays et cela justifie leur recours à la politique commerciale stratégique. En effet, ils peuvent modifier l'équilibre généré par la situation imparfaite du marché à leur profit en utilisant des barrières protectionnistes, généralement non tarifaires. Cette protection permet à l'entreprise nationale de produire à des coûts de production unitaires plus bas que ceux de ses concurrentes, ce qui lui donne une position monopolistique indue (Brander & Spencer, 1983, pp. 707-722).

En Algérie, la libéralisation du commerce extérieur a eu pour effet de favoriser l'importation au détriment de la production nationale, essentiellement parce que les entreprises algériennes n'y étaient pas préparées et/ou parce qu'elles n'avaient pas construit leurs avantages comparatifs au préalable. En effet, l'Algérie demeure un pays vulnérable et ses importations de produits industriels n'ont cessé d'augmenter jusqu'à la crise de 2014 (avant qu'elles ne soient drastiquement réduites), donnant

ainsi lieu à des déficits importants dans l'ensemble des branches de l'économie nationale.

Ce travail a pour objet de mettre en exergue l'intérêt de la politique commerciale stratégique dans la relance de la production locale. Ainsi, nous nous demandons si l'adoption d'une politique commerciale stratégique est en mesure de contribuer à la diversification de l'économie algérienne.

Pour répondre à cette question, deux hypothèses vont guider notre recherche, à savoir :

- les entreprises sont tout le temps amenées à ajuster leurs capacités de production à l'évolution des débouchés. Ainsi, toute perspective d'un accroissement de la demande incite les entreprises à innover et à accroître leurs investissements.

- La limitation des importations engendre une augmentation de la production locale ce qui a pour effet de réduire le coût moyen et, par conséquent, d'accroître la compétitivité des produits algériens par rapport à ceux venus de l'extérieur.

Sur le plan théorique, la réponse à la question posée peut être déduite de la nouvelle théorie du commerce international. Deux éléments de cette théorie nous paraissent pertinents pour répondre à la question posée : les économies d'échelle et le commerce intrabranche.

Nous commencerons, d'abord, notre recherche par la présentation des économies d'échelle et leur rapport avec le commerce extérieur. Nous ferons, ensuite, un constat sur l'une des caractéristiques du commerce extérieur de l'Algérie. Nous montrerons, enfin, l'intérêt d'une politique commerciale stratégique en Algérie.

## **2. Economies d'échelle et échanges internationaux**

Contrairement à la théorie traditionnelle du commerce international\* qui pose l'hypothèse de rendements constants, la nouvelle théorie met l'accent sur l'existence de rendements croissants. L'existence de tels rendements fait de la taille d'un pays et de la date d'entrée de ses

---

\* Selon cette théorie, la spécialisation internationale est déterminée par des différences internationales dans les techniques de production (théorie de Ricardo) ou par des différences internationales dans les dotations factorielles (théorie d'Heckscher-Ohlin-Samuelson).

## La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.

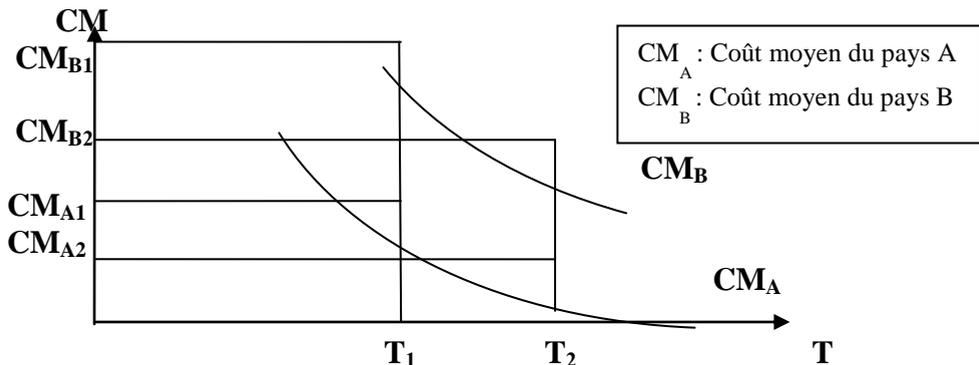
firmes dans la production des raisons de la spécialisation et des échanges. On distingue depuis Alfred Marshall (1879) entre les économies d'échelle internes et externes à la firme.

### 2.1. Les économies d'échelle internes et les échanges internationaux

Les économies d'échelle internes résultent de l'augmentation de la taille de l'entreprise. Ils peuvent provenir d'économies réalisées sur l'organisation interne de la firme ou encore de l'existence de coûts fixes. La combinaison productive devient alors de plus en plus efficace au fur et à mesure qu'elle est mise en pratique par les firmes, ce qui induit que le temps est un facteur déterminant dans la réduction des coûts.

Lorsqu'il existe des rendements d'échelle croissants, la date d'entrée dans la production des firmes d'un pays devient un facteur essentiel pour expliquer la spécialisation internationale : les premiers pays entrés bénéficient d'un avantage qui ne peut pas être rattrapé par d'autres concurrents. Si l'on considère un bien X dont la production est caractérisée par des économies d'échelle et deux pays, A et B. Si le pays A a développé de longue date cette production alors que le pays B est un nouvel entrant sur ce marché, A peut rester en position de monopole. En effet, à  $T_1$ , lorsque B entre dans la production, le coût unitaire s'élèvera à  $CMB_1$  alors que celui de A s'élèvera à  $CMA_1$  à  $T_2$ , le coût unitaire B baissera à  $CMB_2$  alors que celui de A baissera à  $CMA_2$ , inférieur à  $CMB_2$  (Figure N°1).

**Figure N°1. Commerce international et économies d'échelle internes**



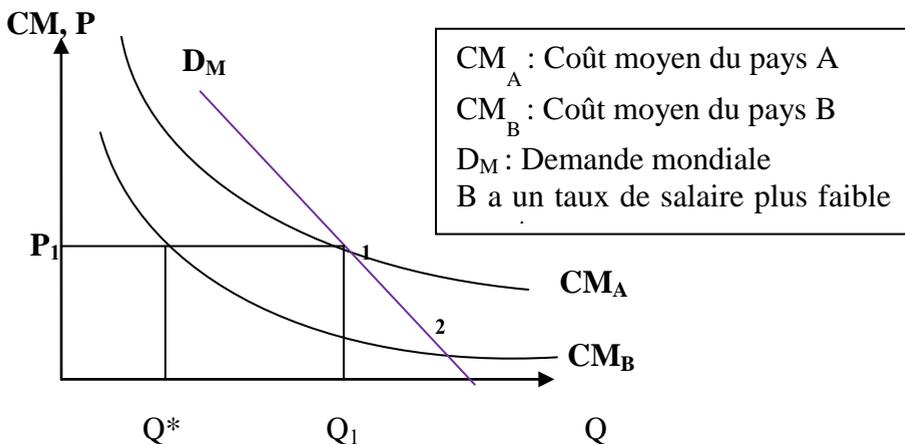
Source : Etablie par nous-mêmes.

## 2.2. Les économies d'échelle externes et les échanges internationaux

Il existe des économies d'échelle externes lorsque la taille du secteur ou du pays affecte positivement l'efficacité de la firme. En présence d'économies externes, toute entreprise du secteur voit ses coûts de production diminuer suite à une augmentation de la production globale. Le cas le plus fréquent des économies d'échelle externes est la concentration des industries en un lieu donné, ce qui permet aux firmes qui y sont présentes de bénéficier d'infrastructures plus développées, d'une offre de services plus appropriée, d'une offre de travail spécialisée, etc.

Au plan international, l'existence des économies d'échelle externes a pour effet de favoriser les nations qui produisent des volumes importants et d'exclure d'autres nations pouvant potentiellement produire à des coûts unitaires plus faibles. D'après la figure N°2, il est évident que l'entrée du pays B sur le marché mondial est impossible quoiqu'il puisse satisfaire la demande mondiale dans de meilleures conditions (le point 2). L'incapacité du pays B à satisfaire d'emblée la demande mondiale fait que son lancement dans la production lui fait subir un coût supérieur à celui atteint en A (pour toute quantité inférieure à  $Q^*$ ).

Figure N° 2. Commerce international et économies d'échelle externes



Source : (Rainelli, 2003, p. 29)

### **3. Spécificités des échanges extérieurs de l'Algérie**

Dans la période actuelle, une part importante et croissante des échanges se fait entre pays riches à dotations factorielles proches, lesquels échangent des marchandises similaires (commerce intrabranches). L'importance des échanges intrabranches est due au fait que les ménages achètent des produits importés, non seulement parce que la production nationale ne suffit pas à la consommation locale, mais aussi parce que les produits étrangers concurrents offrent des caractéristiques de qualité différentes (Sandreto, 1995, p. 119). L'échange croisé de produits proches entre pays est un phénomène qui traduit la recherche de diversité, concerne donc les pays à hauts revenus dont les besoins élémentaires sont satisfaits et non pas les pays pauvres. Chacun des pays industriels importe et exporte simultanément un grand nombre de produits tandis que la plupart des PVD n'exportent qu'un petit nombre de produits, parfois même un seul.

#### **3.1. Nature des échanges de l'Algérie.**

Pour ne pas tomber dans le piège d'une vision du monde centrée exclusivement sur les préoccupations et les intérêts des pays développés, on doit distinguer entre la nature des échanges « Nord-Nord » et les échanges « Nord-Sud » et, pour cela, examinons la nature des échanges extérieurs de l'Algérie.

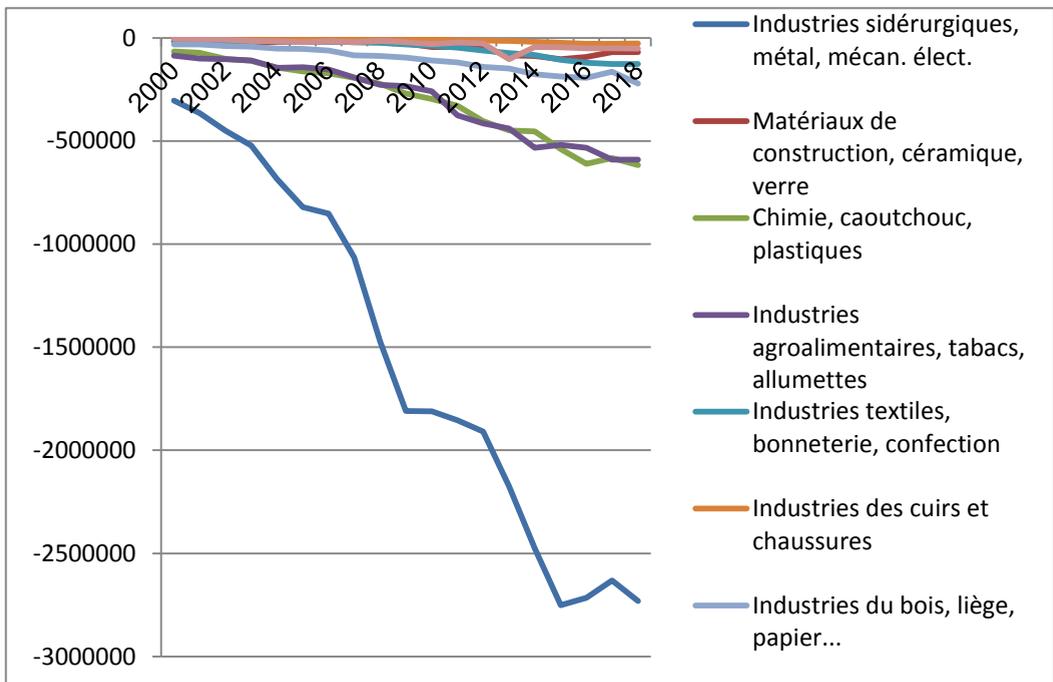
**Tableau N° 1. Evolution de l'indice de Grubel et Lloyd (G) en 2018.**

| Secteur   | G     |
|---|-------|
| Hydrocarbures                                   | 0,023 |
| Industries sidérurgique, métal, mécan, élect    | 0,014 |
| Matériaux de construction, céramique, verre     | 0,189 |
| Chime, caoutchouc, plastiques                   | 0,450 |
| Industries agroalimentaires, tabacs, allumettes | 0,102 |
| Industries textiles, bonneterie, confection     | 0,016 |
| Industries des cuirs et chaussures              | 0,089 |
| Indus du bois, liège, papier                    | 0,029 |
| Industries diverses                             | 0,004 |

**Source:** Calcul des auteurs sur la base des données de l'ONS.

Les indices de Grubel et Lloyd<sup>†</sup>, calculés ci-dessus, sont proches de zéro et cela montre que les échanges intrabranches sont quasi inexistant. Le commerce extérieur de l'Algérie est un commerce interbranches (commerce traditionnel) car il porte sur des produits issus de branches industrielles différentes. En effet, les exportations algériennes portent essentiellement sur les hydrocarbures qui génèrent environ 93% de la valeur globale des exportations en 2018 et, en dehors de ce secteur, tous les autres secteurs d'activité affichent des déficits importants et qui se creusent au fil du temps (Figure N° 3).

**Figure N° 3. Evolution des soldes commerciaux selon le secteur d'activité (2000-2018). En Millions de DA.**



**Source :** Etablie sur la base des données de l'ONS.

<sup>†</sup> L'indice de Grubel et Lloyd (G) sert à déterminer le degré de spécialisation intra-branche.  $G = \frac{[(X_i + M_i) - |X_i - M_i|]}{(X_i + M_i)}$  ou  $G = 1 - |b_i|$ ,  $b_i$  étant l'indice de Balassa.

## **La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.**

---

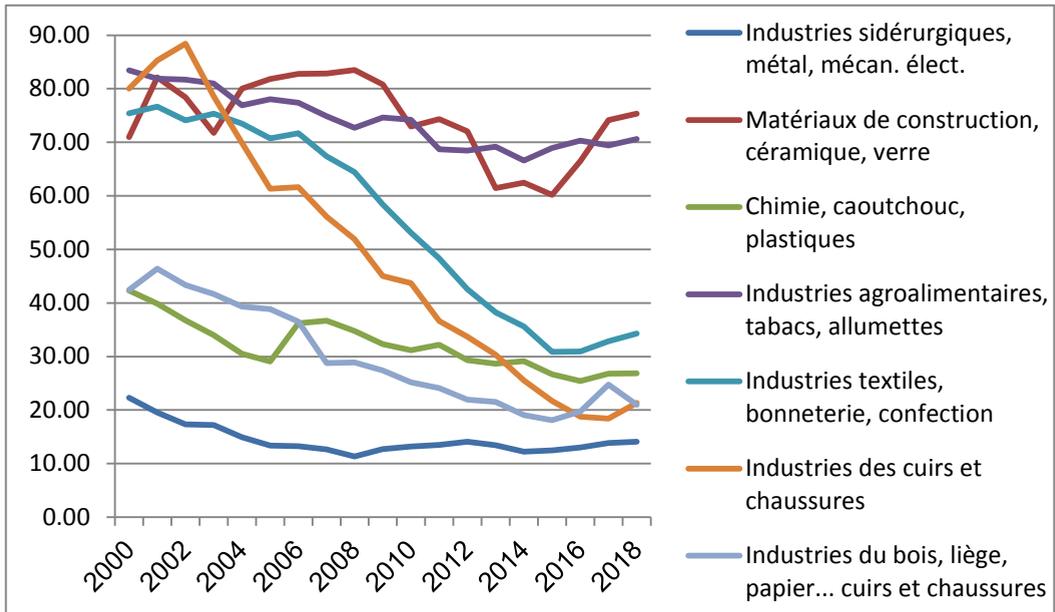
La figure N° 3 montre également que, durant la période 2000-2018, les déficits les plus importants ont été enregistrés dans les quatre secteurs suivants : les Industries Sidérurgiques, Métallurgiques, Mécaniques, Electroniques et Electromécaniques-ISMMEE ; les Industries Agroalimentaires-IAA ; la chimie, caoutchouc, plastiques et les industries des bois, lièges et papiers.

À l'heure actuelle, l'Algérie n'arrive toujours pas à substituer à ses importations et à diversifier ses exportations. Elle demeure victime de la « malédiction des ressources naturelles » car son économie « tend à se concentrer de plus en plus exclusivement sur le secteur pétrolier, qui absorbe une part grandissante des investissements, tout en rendant l'État toujours plus dépendant des revenus qu'il en retire » (Coponschi, 2007, p. 37). En effet, au lieu de réformer l'économie en profondeur, la politique de l'Etat a souvent consisté à « accroître les performances du secteur énergétique » (Martinez, 2010, p. 14). Par conséquent, d'une part, les hydrocarbures ont connu une exploitation effrénée et, d'autre part, « la rente a été érigée comme modèle dans lequel la sphère d'échange a relégué au second rang la sphère de production car c'est là que s'opérait la redistribution de la rente » (Benabdellah, 2009, p. 97).

### **3.2. L'accentuation de la dépendance à l'égard des importations**

L'examen de la part de la production locale dans l'absorption domestique en Algérie montre que la demande intérieure est de plus en plus satisfaite par un recours aux importations et que la production de certains secteurs a, de plus en plus, un caractère « résiduel » par rapport à l'importation(Figure N° 4).

**Figure N° 4. Evolution de la production intérieure brute des différents secteurs d'activité(En % de la demande domestique).**



**Source :** Etablie sur la base des données de l'ONS.

En effet, en 2018 la production de cinq branches (Industries du bois, liège, papier ; Industries des cuirs et chaussures ; Industries textiles, bonneterie, confection ; Chimie, caoutchouc, plastiques et Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques et électriques) ne couvre même pas le tiers de la demande. Celle des branches des Industries agroalimentaires, tabacs, allumettes et des Matériaux de construction couvre à peine 70 à 75% de l'absorption domestique. Cette situation apparait nettement défavorable par rapport à celle de 2000. La régression du secteur industriel, telle que prédite par Youcef Benabdellah, est due, en partie, aux mesures d'ouverture commerciale, notamment dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne (Benabdellah, 2005, p. 30).

#### **4. Economies d'échelle et nécessité d'une politique commerciale stratégique en Algérie**

Un pays tel que l'Algérie est-il condamné à rester importateur de tous les produits si les autres pays arrivent à produire avec de moindres coûts, si les entreprises étrangères bénéficient de vastes marchés ou si elles se sont lancées dans la production depuis quelques années ? Dans ce point, nous examinerons la nature des rendements du secteur industriel et l'intérêt d'une politique commerciale stratégique en Algérie.

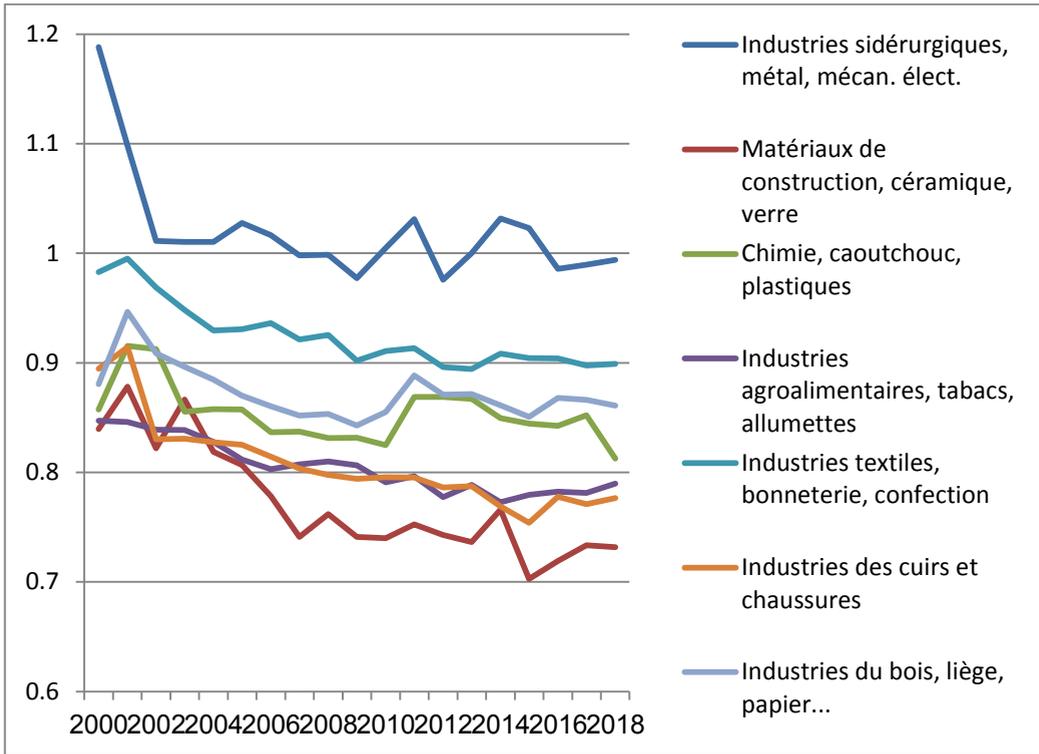
##### **4.1. Nature des rendements d'échelle du secteur industriel**

Pour connaître la nature des rendements d'échelle du secteur industriel, nous allons calculer, d'abord, les coûts de production (CT) des différentes branches du secteur en soustrayant l'excédent net d'exploitation (ENE) de la production brute (PB). En effet, en se référant au compte de production et d'exploitation, on a :  $CT = CI + CFF + ILP + RS^{\ddagger}$  ou également  $CT = PB - ENE$ . Ensuite, nous allons rapporter le CT à la PB, cela permet de donner le coût de chaque dinar produit. Les résultats obtenus sont consignés dans la figure N°5.

---

<sup>‡</sup> Les sigles CI, CFF, ILP et RS représentent respectivement la consommation intermédiaire, consommation de fonds fixes, impôts liés à la production et la rémunération des salariés.

**Figure N° 5. Evolution du coût de production par rapport à la production brute des différentes branches (en dinar)**

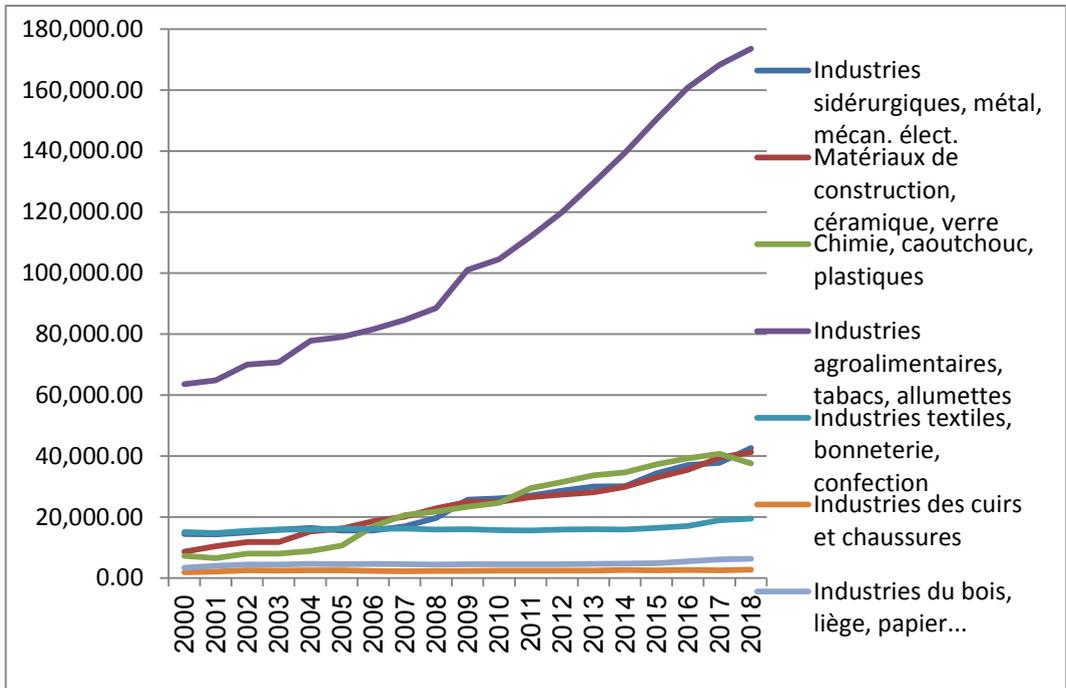


Source : Etablie sur la base des données de l'ONS.

D'après la figure N° 5, nous constatons que, durant la période 2000-2018, le coût de chaque dinar produit a une tendance générale à la baisse dans l'ensemble des branches du secteur industriel. Par ailleurs, un examen de l'évolution de la production industrielle durant la même période montre que la production des différentes branches a connu une augmentation continue en terme réel (figure N° 6).

## La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.

Figure N° 6. Evolution de la production intérieure brute des différentes branches (En dinars constant, base 1989)



Source : Etablie sur la base des données de l'ONS.

Dans ces conditions, nous pouvons conclure que l'augmentation de la production industrielle en Algérie est accompagnée d'une baisse des coûts de production et, par conséquent, le secteur industriel, dans son ensemble, est caractérisé par des économies d'échelle. Par secteur juridique, la réduction des coûts résulte essentiellement de la croissance du secteur privé car la production industrielle du pays est essentiellement tirée vers le haut par ce secteur. Par contre, la récession qu'a connue le secteur public ne fait qu'alourdir les coûts de production.

### 4.2. Nécessité de mesures protectionnistes

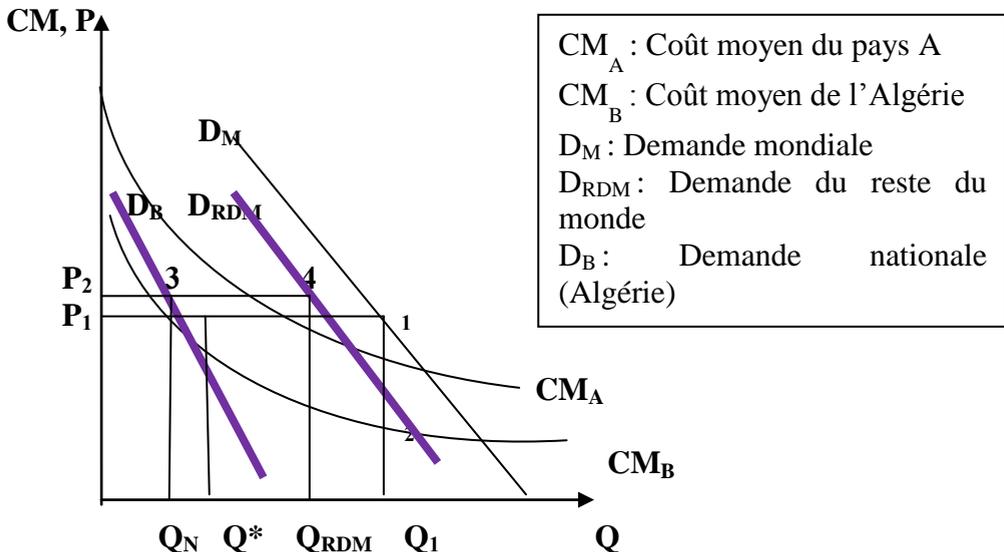
Selon la nouvelle théorie du commerce international, les pays où la branche a atteint une taille importante sont nécessairement plus compétitifs

que les autres et cela grâce à l'existence des économies d'échelle. Dans ces conditions, même si l'Algérie est convaincue de disposer d'un avantage comparatif latent, elle ne pourra pas l'exploiter dans un contexte de libre-échange, notamment quand on sait que son modèle de développement est basé sur les dépenses publiques. Dans ce cas, l'effet multiplicateur des dépenses publiques est constamment exporté vers l'étranger (Kaci & Yaïci, 2018, p. 450). Ainsi, cet avantage comparatif latent apparaîtra seulement si l'Algérie adopte des mesures protectionnistes la soustrayant à la concurrence étrangère.

L'existence des économies d'échelle en Algérie donne un fondement à la mise en place de barrières protectionnistes. En effet, la protection par un tarif douanier peut être le moyen :

- 1- de diminuer les quantités produites par les entreprises étrangères ( $Q_{RDM}$  au lieu de  $Q_1$ ) et donc d'accroître leur coût unitaire ( $P_2$  au lieu de  $P_1$ ) ;
- 2- d'étendre l'échelle de production des firmes nationales ( $Q_N$ ), ce qui diminue leur coût unitaire ( $P_2$ ) et doit leur permettre, après saturation du marché national, d'exporter.

**Figure N°7. Impact des mesures de protection dans le cas d'économies d'échelle**



Source : Etablie par nos même

## **La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.**

---

Dans cet exemple, si l'Algérie protège son marché national, elle subviendra à ses besoins en produisant  $Q_N$  et la baisse des coûts qui en résultera lui permettra d'affronter le marché international car les entreprises locales supportent des coûts analogues à ceux supportés par les entreprises étrangères ( $P_2$ ).

Dans ces conditions, si les autorités décident de réduire les importations à travers l'adoption d'une politique commerciale stratégique, les entreprises locales satisferont, elles seules, la demande locale et au fil du temps leurs produits deviendront plus compétitifs. Parallèlement, cette protection enlèvera des parts de marché pour les entreprises étrangères et cela se répercutera sur la compétitivité de leurs produits. Par ailleurs, il convient de mentionner qu'une telle politique ne peut suffire à la relance de l'économie nationale sans, d'une part, qu'elle soit accompagnée d'une panoplie de mesures visant à améliorer le climat des affaires<sup>§</sup> du pays afin d'inciter les investisseurs à s'y établir et, d'autre part, sans qu'elle soit menée dans le cadre d'une politique industrielle, elle-même, menée par un gouvernement entreprenant car, selon la Banque Mondiale, tous les pays qui ont connu une croissance rapide ont à leur tête un gouvernement engagé, crédible et compétent (Yifu Lin, 2013, p. 58).

De nos jours, il est admis qu'aucun pays ne s'est développé grâce à une simple ouverture aux échanges commerciaux et aux investissements étrangers (Rodrik, 2001, p. 51). S'il est admis que les pays occidentaux tirent profit d'une ouverture extérieure c'est parce que l'ouverture s'est imposée spontanément après l'achèvement de la construction d'une

---

<sup>§</sup>Dans ce domaine, l'Algérie demeure à la traîne car les investisseurs perçoivent souvent l'Algérie comme un pays politiquement instable dominé par la corruption, un pays caractérisé par des réglementations instables et inadaptées et des organismes de régulation impotents. Ces investisseurs déplorent une bureaucratie pesante et un système judiciaire non indépendant. Ils considèrent également que l'Algérie n'est pas un Etat de droit, il est incapable de gérer les conflits internes, voire incapable de régler les éventuels litiges commerciaux qui peuvent résulter de l'exercice de leurs activités.

économie productive. En Algérie, l'économie de marché, « avant d'être un modèle d'organisation économique, s'est d'abord imposée à travers le secteur commercial » (Abbas, 2012, p. 60). Du coup, cette ouverture a induit des distorsions dans le processus de développement car elle a renforcé la place du secteur commercial par rapport aux autres secteurs productifs (industriel et agricole).

Pour remettre l'économie algérienne sur les rails, l'Algérie devrait d'ores et déjà revoir sa politique en matière du commerce international, comme fut le cas de l'Inde et de la Chine. Selon Dani RODRIK, « Les politiques économiques de la Chine ont violé quasiment toutes les règles défendues par les promoteurs de la libéralisation du commerce mondial. La Chine n'a pas libéralisé son régime commercial d'une façon un tant soit peu significative, et elle a rejoint l'OMC l'année dernière seulement (2001) ; l'économie de la Chine reste encore à présent l'une des plus protégées au monde. [...] L'Inde a réussi à favoriser la croissance en mettant en œuvre des politiques favorables aux entreprises et ce, tout en ayant l'un des régimes les plus protectionnistes du monde » (Sanseverini, 2003, p. 86).

Certes, de temps à autre, l'Algérie a pris quelques mesures<sup>\*\*</sup> pour freiner les importations, mais ces mesures ne peuvent être suffisantes pour impulser la production locale car elles sont, d'une part, conjoncturelles et prises dans des moments de crise et, d'autre part, elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une stratégie globale consistant à diversifier l'économie nationale. Ces mesures constituent souvent un « réflexe souverainiste qui s'exerce de manière instinctive dès que les équilibres politiques internes sont susceptibles d'être perturbés » (Mezouaghi & Talahite, 2009, p. 14).

En matière de protection, l'expérience norvégienne est digne de s'en inspirer. En effet, malgré que l'Europe est à l'origine de 70% de ses importations et de 80% de ses exportations, ce pays a refusé d'adhérer à

---

<sup>\*\*</sup> À titre d'exemples : La loi de finances complémentaire 2009 rend obligatoire le paiement des importations par le crédit documentaire. En 2016, il a été institué un régime fiscal douanier préférentiel à titre de sauvegarde des activités industrielles émergentes et en 2017, il a été instauré une interdiction des importations de véhicules.

## **La relance du secteur industriel en Algérie : Nécessité d'une politique commerciale stratégique.**

---

l'Union Européenne. Ce choix est considéré comme « la manifestation d'un particularisme national » car l'adhésion à l'UE impacterait négativement les agriculteurs et les pêcheurs qui constituent deux figures sociales qui catalysent les racines de l'identité norvégienne. En effet, d'une part, l'application des règles communautaires provoquerait une baisse des revenus des agriculteurs et un éventuel exode car les prix agricoles y sont deux fois plus élevés qu'au marché commun et, d'autre part, la politique européenne en matière de la pêche impliquerait une concurrence rude sur son territoire maritime du fait de la présence des flottes britanniques, espagnoles et françaises (Largueche, 2013).

### **5. Conclusion**

Il est évident que l'ouverture commerciale a des effets positifs capables de soutenir la croissance économique du fait que le marché s'agrandit et du fait que cette ouverture augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production et qu'elle accélère la formation du capital. Les études empiriques menées sur l'impact de l'ouverture sur la croissance économique montrent que la libéralisation des échanges, que les pays de l'OCDE avaient connus après la guerre, a eu un impact positif sur la croissance. Ceci paraît évident car les échanges internationaux entre ces pays sont des échanges de produits différenciés et des échanges intra-FTN.

En Algérie, en dehors des secteurs des hydrocarbures et de l'énergie, toutes les autres branches industrielles enregistrent des déficits importants et qui perdurent depuis plusieurs décennies, l'interbranche est alors faible et le pays a un commerce de complémentarité. Dans ces conditions, le pouvoir d'achat créé par la redistribution de la rente pétrolière nourrit des réseaux d'importation qui empêchent le décollage économique.

En dépit de l'ouverture commerciale, l'entreprise algérienne n'arrive pas à conquérir le moindre marché extérieur. Plus grave encore, des parts de marché importantes ont été prises par l'importation au détriment de la production nationale. Le niveau des exportations hors hydrocarbures illustre

parfaitement le manque de compétitivité de l'économie algérienne. Dans ces conditions, seules des interventions publiques sophistiquées peuvent remettre l'économie algérienne sur le sentier de la croissance et de l'indépendance commerciale.

Dès lors, le décollage économique en Algérie, exige, à notre sens, dès maintenant, l'adoption d'une politique commerciale stratégique visant à protéger la production locale de la concurrence étrangère. Toutefois, il convient de mentionner qu'une telle politique ne peut suffire à la relance de l'économie nationale sans qu'elle soit menée dans le cadre d'une véritable politique industrielle dans laquelle l'Etat est appelé à jouer un rôle primordial, notamment en matière de fixation d'objectifs précis à atteindre ; la consolidation des fondamentaux de base (notamment en ce qui concerne les qualifications humaines, les infrastructures de base, les administrations publiques, le système bancaire et financier) ; la cohérence des politiques sectorielles (politique agricole, d'éducation, de formation,...etc.) et la maîtrise des équilibres macroéconomiques.

En guise de perspective, notre étude peut faire l'objet d'un approfondissement et d'un développement dans deux directions :

- Une première direction consiste à affiner notre analyse et ce en adoptant une approche microcosmique. Dans ce cadre, il est question de ramener l'analyse au niveau des filières, voire des entreprises, et de faire ressortir l'éventuelle hétérogénéité existante entre ces individus en terme de réaction aux chocs provenant de l'ouverture extérieure.
- Une seconde direction peut se porter sur la réhabilitation de la politique industrielle. Il s'agit de définir, dans les moindres détails, le contenu de la politique industrielle à entreprendre, en identifiant les branches ou les filières à promouvoir et qui devraient bénéficier d'un soutien et d'une protection de la part de l'Etat.

## **6. Liste Bibliographique**

- Abbas, M. (2012). L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme. *Revue Tiers Monde*, N°210, pp. 51-68.
- Benabdellah, Y. (2005). Croissance économique et dutch disease en Algérie. *les cahiers du CREAD*, N° 75, pp. 9-41.
- Benabdellah, Y. (2009). Rente et désindustrialisation. *Confluences Méditerranée*, N°71, pp. 85-100.
- Brander, J., & Spencer, B. (1983). International R&D Rivalry and Industrial Strategy. *Review of Economic Studies*, vol. 50, N° 4, pp. 707-722.
- Coponschi, P. (2007). Le pétrole, facteur de violence politique ? La nécessaire construction des institutions étatiques. *Ecologie & politique*, N°34, pp. 33-42.
- Kaci, B., & Yaici, F. (2018). Les limites des modèles de développement basés sur la dépense publique: cas de l'Algérie. *Les cahiers du CEDIMES*, Vol 12, N° 2. pp.437-451.
- Krugman, P. (1999). *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange*, CASBAH, Alger.
- Krugman, P., & Obstfeld, M. (2006). *Economie internationale*, Pearson Education, Paris.
- Largueche, A. (2013). *Questions soulevées par la non-adhésion de la Norvège à l'Union européenne*. Consulté le Janvier 15, 2021, sur HAL Science Ouverte: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00833473>.
- Martinez, L. (2010). Algérie : les illusions de la richesse pétrolière, Etudes de CERI, pp 1-36.
- Mezouaghi, M., & Talahite, F. (2009). les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie. *Confluences Méditerranée*, N°71, pp. 9-26.
- Rainelli, M. (2003). *La nouvelle théorie du commerce international*, La découverte, Paris.
- Rodrik, D. (2001). Les mirages de l'ouverture extérieure. *l'Economie politique*, N° 10, pp. 44-54.
- Sandreto, R. (1995). *Le commerce international*, Armand Colin, Paris.
- Sanseverini, G. (2003). La libéralisation du commerce est nécessaire au développement . Dans Les éconoclastes, *Petit bréviaire des idées reçues en économie*. La Découverte « Poche /Essais », pp. 82-90.
- Yifu Lin, J. (2013). La politique industrielle revisitée : une nouvelle perspective d'économie structurelle. *Revue d'économie du développement*, N°2, Vol. 21, pp. 55-78.